

## Les lettres d'actualité - ALENA

## Flash Agri zone ALENA

#228

Par [Oriane Chu](#)

### SOMMAIRE

**EDITO :** *Les professionnels agricoles inquiets d'une remise en cause de l'accord ALENA, dans un contexte de tension avec le Canada*

#### **POLITIQUES COMMERCIALES**

- *Etats-Unis /Canada: la tension monte sur le lait*
- *Biodiesel argentin et indonésien : les Etats-Unis enquêtent*

#### **POLITIQUES AGRICOLES**

- *Vers une modification de l'encadrement réglementaire de l'organisation des producteurs*
- *Appel à une réforme du système d'immigration pour les travailleurs agricoles*

#### **POLITIQUES ALIMENTAIRES**

- *Le Maine souhaite interdire l'achat de boissons sucrées et de confiseries par le biais des bons alimentaires SNAP (Supplemental Nutrition Assistance Program)*
- *Le débat de l'efficacité de la 'taxe soda' de nouveau sur le devant de la scène*
- *Certification « non-OGM » : Cargill au cœur de la polémique*

#### **POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES**

- *Chlorpyrifos : l'industrie a-t-elle influencé la décision de l'EPA ?*

#### **POLITIQUES SANITAIRES**

- *Un virus OGM utilisé comme agent de biocontrôle*
- *Les consommateurs regrettent le manque de contact avec le service en charge de la sécurité sanitaire des aliments de l'USDA*
- *Surveillance des toxi-infections alimentaires aux USA en 2016 : Salmonella et Campylobacter restent les germes de loin les plus incriminés*
- *L'USDA envisage de moderniser son système d'inspection de l'abattage des porcs*

#### **LES BREVES**

## EDITO

***Les professionnels agricoles inquiets d'une remise en cause de l'accord ALENA, dans un contexte de tension avec le Canada***

L'administration Trump demeure encore, fin avril, en phase d'installation. A l'US Department of Agriculture, si le Secrétaire à l'agriculture Sonny Perdue vient d'être confirmé par un vote du Sénat le 24 avril, son état-major n'est pas encore connu (à l'exception de Mme Kristi Boswell, anciennement du Farm Bureau –syndicat agricole majoritaire-, en tant que conseillère sur les questions de droit/dialogue social et d'immigration). Le Représentant au Commerce des Etats-Unis -USTR-, Robert Lighthizer, n'est quant à lui pas encore confirmé par le Sénat (même si l'horizon d'une confirmation prochaine s'est éclairci), sans parler du choix de son état-major. Cette dernière confirmation est cependant nécessaire, selon certains membres démocrates du Sénat américain, pour lancer la procédure de consultation de 90 jours du Congrès américain, préalable nécessaire à une réouverture formelle par l'administration américaine de l'Accord de libre-échange Nord-Américain (ALENA), avec le Canada et le Mexique.

Les représentants professionnels agricoles expriment leur inquiétude sur cette réouverture, l'accord actuel prévoyant des droits de douanes nuls pour la quasi-totalité des produits agricoles et alimentaires, et les deux partenaires étant devenus, depuis l'entrée en vigueur de l'accord en janvier 1994, les deux premières destinations à l'export pour une majorité des filières américaines. Les exportations américaines vers le Canada et le Mexique ont augmenté de 342 % depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, ayant atteint 46 Mds\$ en 2016.

Demeurent quelques irritants du point de vue des professionnels américains, notamment le sucre avec le Mexique, le lait et le bois d'œuvre avec le Canada. Mais la plupart des filières soutiennent largement l'accord actuel et indiquent que toute réouverture de cet accord ne doit pas se traduire par un recul, en termes d'accès au marché, pour le secteur agricole et alimentaire (qui interviendrait dans une logique de compromis bénéficiant à d'autres secteurs économiques).

Ces inquiétudes s'étaient déjà exprimées lors de l'audition de M. Perdue au Sénat, mais elles se

retrouvent également de manière assez large dans l'expression des témoins entendus par le comité agricole de la Chambre des Représentants, qui se concentre en ce moment sur la préparation du prochain Farm Bill 2018. L'administration Trump a bien indiqué qu'elle n'entendait pas que la négociation remette en cause l'acquis, mais l'ancien négociateur en chef de l'USTR dans l'administration Obama, David Vetter, a rappelé qu'on ne pourrait pas empêcher le Canada et le Mexique de vouloir rouvrir certains sujets, sans préciser lesquels.

L'Administration Trump a ces derniers jours multiplié les annonces et premières mesures sur les irritants avec le Canada, qu'elle indique vouloir régler rapidement, sans doute en lien avec la réouverture de l'accord :

- s'agissant des modifications récemment intervenues dans la législation canadienne dans le secteur des produits laitiers (un article de ce Flash Agri est dédié à ce sujet) ;

- sur les exportations canadiennes de bois d'œuvre : arguant la nécessité de contrebalancer des mesures de soutien du Canada à ses industries de bois d'œuvre, le Secrétaire au Commerce Wilbur Ross a annoncé lundi 24 avril la mise en place immédiate de droits compensateurs provisoires à l'encontre du bois d'œuvre canadien. Ces droits sont fixés à une valeur provisoire de 19,88 % (et avec des valeurs différenciées, de 3,02 % à 24,88 % pour certaines sociétés canadiennes, et une application rétroactive sur 90 jours pour quatre d'entre elles), dans l'attente de taux définitifs fixés d'ici début septembre après chiffrage précis du préjudice subi par les filières américaines.

Cette annonce se traduit par des droits de l'ordre de 1 Md\$ (plus 250 M\$ au titre de la rétroactivité), sur des exportations de 5,8 Mds\$. Les autorités canadiennes ont immédiatement réagi en parlant de mesures « injustes et punitives », et indiquant que « les accusations ne reposent sur absolument aucun fondement ».

Cette annonce démontre ainsi la volonté américaine d'obtenir des avancées sur ces points de friction commerciaux avec ses partenaires nord-américains.

Bonne lecture !

## POLITIQUES COMMERCIALES

### *Etats-Unis /Canada: la tension monte sur le lait*

A la suite de l'appel à l'aide de l'industrie laitière américaine concernant la politique protectionniste du Canada vis-à-vis des importations de lait et ingrédients laitiers (la National Milk Producers Federation (NMPF), l'US Dairy Export Council (USDEC) et l'International Dairy Foods Association (IDFA) - voir [Flash Agri janvier 2017](#)), le Président Trump a promis que son Administration interviendrait pour rétablir l'équilibre des échanges avec ce pays. Qualifiant la politique laitière du Canada de « très, très injuste » envers les producteurs américains, il a déclaré « nous allons obtenir une solution, non pas seulement une réponse (...). C'est un nouvel exemple de mesure unilatérale défavorable aux Etats-Unis, et cela ne va pas durer longtemps. ».

Les professionnels américains dénoncent en effet l'entrée en vigueur, en février 2017, d'une nouvelle politique canadienne du prix du lait et de la « National Ingredients Strategy », qui permet aux transformateurs laitiers canadiens d'acheter du lait diafiltré, notamment utilisé pour la fabrication de fromage, au prix du marché mondial le plus bas (et non au prix intérieur canadien).

Etant donné l'impossibilité pour les producteurs américains d'exporter en pratique avec ce nouveau système et le tarissement du marché qui s'ensuit, des entreprises de transformation de lait ont d'ores et déjà annoncé à plus de 70 producteurs du Wisconsin et de l'Etat de New York qu'elles n'achèteraient plus leur lait à partir du 1<sup>er</sup> mai. Les pertes s'élèveraient à 150 M\$ dans ces deux Etats.

Tom Vilsack, Secrétaire à l'agriculture sous l'Administration Obama et aujourd'hui président de l'USDEC, a dénoncé le « mépris » du Canada envers ses engagements commerciaux notamment dans le cadre de l'ALENA et son « intention de persister dans une politique qui étouffe les ventes de lait américains au détriment de nos producteurs ».

Selon la porte-parole des producteurs de lait de la région d'Ottawa, les pertes des entreprises canadiennes dues aux importations de lait diafiltré étasunien ont été évaluées à 172 M\$. Elle souligne que d'autres facteurs, comme le dollar américain

fort, auraient pu également jouer. « Aucune barrière tarifaire restreignant l'accès des américains au marché canadien n'a été créée. » a-t-elle écrit. « Les importations ne sont pas restreintes (...) les entreprises canadiennes comme les américaines sont libres de choisir leurs fournisseurs. (...) Le problème n'est pas le système laitier du Canada, le problème est que les Etats-Unis produisent trop de lait, ce qui n'est pas de la faute du Canada. »

Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, a lui-même répondu au Président américain : « L'excédent commercial laitier des Etats-Unis vis-à-vis du Canada est de 400 M\$, donc ce n'est pas le Canada qui est l'enjeu. » Il a alors déclaré que le Canada maintiendrait sa nouvelle politique des prix du lait.

Par ailleurs, afin d'aider les producteurs de lait du Wisconsin et de l'Etat de New York, les ministères de l'agriculture de ces deux Etats ont demandé à l'USDA d'acheter une nouvelle fois le fromage et beurre en excès pour les utiliser dans le cadre des programmes alimentaires. Ben Brancel, Secrétaire à l'agriculture du Wisconsin écrit que, « si ces familles qui sont agriculteurs de génération en génération ne peuvent trouver un autre marché pour leur lait, elles seront contraintes à vendre leurs vaches et feront faillite. »

Ce ne serait pas la première fois que l'USDA aide les producteurs de lait. En août 2016, le département ministériel avait attribué 20 M\$ pour acheter sur un marché saturé le surplus de fromage.

### *Biodiesel argentin et indonésien : les Etats-Unis enquêtent*

Les producteurs américains de biodiesel avaient demandé le mois dernier au Gouvernement d'imposer des droits antidumping sur les importations de biodiesel provenant d'Argentine et d'Indonésie qui, selon eux, inondent le marché américain et enfreignent les accords commerciaux.

Le 13 avril, les Etats-Unis ont annoncé l'ouverture d'une enquête concernant un potentiel dumping de biodiesel de la part de ces deux pays. La Commission sur le commerce international des Etats-Unis doit rendre une décision préliminaire avant le 8 mai sur



l'éventuel préjudice de ces importations envers les producteurs étasuniens.

Le Ministre du commerce indonésien s'est dit prêt à coopérer et a déclaré mettre à disposition les données et documents permettant de prouver qu'il n'y avait pas eu de dumping, ni de subventions. Le porte-parole de l'association des biocarburants argentine a quant à lui répliqué que les Etats-Unis « vont désormais devoir prouver ce qu'ils avancent, ce qui est une mascarade. C'est une mesure protectionniste. »

En 2016, les importations de biocarburants des Etats-Unis ont augmenté de 65 % par rapport à 2015

pour atteindre un niveau record de 3,5 milliards de litres. Quant au biodiesel, les importations ont doublé de 2015 à 2016, pour s'élever à 2,6 milliards de litres, dont 64 % venaient d'Argentine et 15 % d'Indonésie.

La hausse de la demande en 2016 pour le diesel d'origine végétale provient d'une part des objectifs croissants des mandats d'incorporation des biocarburants imposés dans les carburants de transport (*Renewable Fuel Standard*) et d'autre part de l'expiration du *Biodiesel blender's tax credit*, crédit d'impôt à l'intention des producteurs de mélanges utilisant du biodiesel (1\$ de crédit d'impôt pour chaque gallon soit 3,8 l).

## POLITIQUES AGRICOLES

### *Vers une modification de l'encadrement réglementaire de l'organisation des producteurs*

Les règles encadrant les *Commodity Checkoff Programs* font actuellement l'objet de plusieurs initiatives au Congrès.

Pour rappel, le *Commodity Checkoff Program* est un système qui s'apparente aux dispositifs en place en France pour les interprofessions. L'Agricultural Marketing Service (AMS) de l'USDA est chargée de superviser les 22 *Checkoff Programs* (on peut citer celui du porc, des œufs ou des produits laitiers). Ils ont pour objectif vis-à-vis des filières concernées d'une part de promouvoir de manière générique leur produit, en développant de nouveaux débouchés et marchés, et d'autre part de soutenir la recherche et développement autour du produit concerné. Ils sont financés par des cotisations rendues obligatoires des producteurs qui reversent un pourcentage du prix de chaque vente du produit en question.

Ces programmes font l'objet de critiques liées au caractère obligatoire de l'adhésion au programme et un favoritisme supposé envers certaines entreprises. Est également reprochée aux organisations « interprofessionnelles » portant les programmes de supposés liens avec les lobbys agricoles ou l'utilisation de leurs fonds pour faire pression sur la législation et les actions gouvernementales.

Ainsi les Représentants Dina Titus (D – Nevada) et Dave Brat (R- Virginie) ont déposé une loi à afin d'interdire aux *Commodity Checkoff Groups* de

s'engager dans des dispositifs entravant la libre concurrence, dans des pratiques injustes ou déloyales, ou qui dévaloriseraient tout autre produit agricole ainsi que de s'associer avec les organisations de lobby agricole. « Les *Checkoff Programs* ne sont pas des sources d'argent pour les entreprises pour attaquer leurs adversaires politiques. » selon Mme Titus.

Une loi similaire a été présentée au Sénat par les Sénateurs Cory Booker (D – New Jersey) et Mike Lee (R – Utah). M. Lee a également proposé une loi afin de rendre l'adhésion à ces programmes volontaire. « [Ces programmes] ont pour vocation de promouvoir certains produits, et non pas d'en dévaloriser d'autres, et du fait de la participation obligatoire, les agriculteurs sont parfois contraints de verser de l'argent à un système qui n'est pas dans leurs intérêts » selon M. Lee.

Les législateurs se sont notamment appuyés sur le scandale de 2015 concernant l'American Egg Board (conseil américain de l'œuf). Le journal *The Guardian* avait publié des emails qui témoignaient que le l'American Egg Board avait tenté de mettre en place une campagne contre une start-up, Hampton Creek, et son produit phare : une mayonnaise sans œufs. « C'était un cas classique de Big Gouvernement et Big Business qui travaillent ensemble afin d'évincer la concurrence de plus petits et d'étouffer l'innovation. » a déclaré le Sénateur Lee.

## **Appel à une réforme du système d'immigration pour les travailleurs agricoles**

Dans le contexte de la négociation du prochain Farm Bill et de l'évolution incertaine des politiques d'immigration, les différents secteurs agricoles font entendre leurs voix.

Le président et PDG de la Fédération nationale des producteurs de lait (NMPF), Jim Mulhern, a déclaré devant la Commission de l'Agriculture de la Chambre des Représentants que « l'industrie laitière ne peut tout simplement pas fonctionner aujourd'hui sans les travailleurs immigrés. » En effet, au moins 50% de la main d'œuvre laitière serait étrangère. Par ailleurs, le seul programme de visa agricole du pays, le programme H-2A, délivre des visas temporaires portant sur les besoins saisonniers de main d'œuvre, ne correspondant pas à ceux des exploitations laitières. Les autres secteurs agricoles déplorent également les lourdeurs de ce programme jugé lent et rongés par les inefficiences

bureaucratiques. M. Mulhern a ainsi demandé au Congrès la mise en place d'un programme de "travailleurs invités" fonctionnel auquel pourraient être éligibles ceux qui travaillent actuellement illégalement sous peine « d'endommager sévèrement la vitalité économique du secteur agricole de la nation. » Le NMPF a également mis en garde contre les conséquences désastreuses d'une "déportation" des travailleurs immigrés illégaux dans les exploitations laitières sur le prix du lait à la consommation : celui-ci pourrait atteindre 2,10 \$ par litre contre 0,64 \$ actuellement.

Les producteurs de cultures spécialisées et la filière ovine ont également souligné ces problématiques de l'immigration dans l'introduction de leurs demandes pour le prochain Farm Bill, la filière ovine déplorant toutefois, dans le cas particuliers des bergers, le coût élevé pour les employeurs du fait d'une réglementation toujours plus lourde, ambiguë et compliquée à mettre en place.

## **POLITIQUES ALIMENTAIRES**

### **Le Maine souhaite interdire l'achat de boissons sucrées et de confiseries par le biais des bons alimentaires SNAP (Supplemental Nutrition Assistance Program)**

L'Etat du Maine a ainsi déposé une demande en ce sens auprès de l'USDA, qui a pour l'instant soulevé en réponse quelques préoccupations. L'USDA s'interroge en particulier sur la stratégie de l'Etat pour étudier les effets des mesures proposées : « L'absence de données provenant des détaillants dans le plan d'évaluation limite significativement la faisabilité de l'étude d'impact de la mesure sur les habitudes de consommation ou les bienfaits pour la santé des participants au programme SNAP dans le Maine. »

En 2015, l'administration Obama n'avait pas donné suite à une première demande similaire de l'Etat fédéré, qui compte près de deux tiers de sa population obèse ou en surpoids. L'absence de réponse aux questions sur l'étude d'impact de la mesure avait notamment justifié la décision.

### **Le débat de l'efficacité de la « taxe soda » de nouveau sur le devant de la scène**

A Berkeley (Californie), selon une récente étude, les ventes de boissons sucrées ont diminué de 10% l'année suivant la mise en place d'une taxe sur les sodas (1<sup>er</sup> janvier 2015) ravivant ainsi le débat autour de l'efficacité de la « taxe soda ». « Les habitants ont fait des choix d'alimentation plus sains, cela a généré des recettes pour la promotion de la santé et nous n'avons pas constaté d'augmentation des dépenses des consommateurs lors du passage en caisse, ni de préjudice aux revenus des commerces locaux (...). Ces conclusions suggèrent que la taxe sur les boissons sucrées fait sens économiquement et en terme de santé publique » selon Lynn Silver, chercheuse et auteure principale de l'étude.

Toutefois l'American Beverage Association (ABA) a mis en doute l'impact de cette taxe en signalant que l'apport calorique provenant des boissons taxées n'avait baissé que de 6,4 calories par personne et par jour, tandis que les calories provenant de boissons non-taxées, comme les milkshakes et smoothies à base de yaourt, avaient quant à elles augmenté de 31 calories par personne et par jour. De plus, elle souligne que Berkeley n'est pas un modèle pertinent

car d'une part, le revenu médian y est élevé et d'autre part la population n'y consommait que peu de sodas avant la mise en place de la taxe. De plus, « l'étude montre que, si les ventes des boissons taxées ont diminué au sein de la ville, les ventes de ces mêmes boissons ont augmenté à l'extérieur de ses frontières, phénomène que l'on retrouve également à Philadelphie. » Philadelphie a en effet instauré une taxe sur les boissons sucrées en janvier 2017.

Le débat fait également rage dans la ville de Santa Fe où un vote a lieu le 2 mai sur l'instauration d'une taxe sur les boissons sucrées afin de financer des programmes d'éducation de la petite enfance. Des sommes considérables ont été levées : les associations pro et anti taxe ont collecté près de 1,6 M\$ au total. ABA a investi 800 000 \$ pour s'opposer au projet tandis que l'ancien maire de New York, Michael Bloomberg, en faveur de cette mesure, a déboursé plus de 320 000\$ d'espace et temps publicitaires.

### **Certification « non-OGM » (Organisme Génétiquement Modifié) : Cargill au cœur de la polémique**

Cargill vient d'annoncer que treize ingrédients utilisés dans la transformation de ses produits (en particulier les édulcorants dérivés de stévia, de l'huile de soja et un extrait sec de sirop de maïs) ont été certifiés « non-OGM » par *Non-GMO Project*, l'organisation à but non-lucratif indépendante la

plus importante aux Etats-Unis en ce qui concerne la certification « non-OGM ». Les produits certifiés par cette organisation représentent près de 20 Mds \$ en ventes annuelles, mais ses attaques régulières contre les biotechnologies font d'elle la cible des critiques des partisans de l'agriculture classique.

De nombreux agriculteurs ont exprimé leur mécontentement et leur déception du choix de Cargill de faire appel à un groupe « activiste et connoté politiquement dont la position anti-OGM n'a pas de fondement scientifique ». Le groupe *Non-GMO Project* soutient en effet qu'il n'y a pas de consensus scientifique concernant la sécurité des OGM.

Le vice-président de la sécurité sanitaire, qualité et réglementation des aliments de Cargill, Randy Giroux, a répondu en expliquant que l'entreprise ne partageait pas la position 'anti-OGM' de *Non-GMO Project*. « Comme de nombreuses autres entreprises, l'affiliation de Cargill à *Non-GMO Project* se limite strictement à son processus de certification rigoureux. Puisqu'il n'y a pas de standard fédéral pour les produits sans-OGM aux Etats-Unis, nous devons faire appel [aux standards] reconnus sur le marché... aucune entreprise ne soutient les agriculteurs et la technologie OGM davantage que Cargill, les biotechnologies sont essentielles et indispensables pour soutenir les efforts globaux de nourrir la population mondiale qui s'accroît rapidement ».

## **POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES**

### **Chlorpyrifos : l'industrie a-t-elle influencé la décision de l'EPA ?**

Deux associations pro-environnementales, *l'Environmental Working Group* et *American Oversight* veulent éclaircir la raison pour laquelle l'EPA (Agence de Protection de l'Environnement, EPA) est revenue sur sa proposition, sous l'Administration Obama, d'interdire l'usage agricole du chlorpyrifos.

Le 29 mars, Scott Pruitt, directeur de l'EPA, avait annoncé le rejet de la pétition, lancée de longue date par des groupes environnementaux, visant à revenir sur les seuils tolérés de chlorpyrifos. L'EPA avait déclaré qu'elle aborderait les questions posées par la pétition, notamment s'agissant du risque de toxicité sur le développement du système neuro-végétatif,

lors d'une évaluation élargie de la substance active pesticide qu'elle prévoit de terminer en 2022.

Sur la base du *Freedom of Information Act* (loi qui autorise les citoyens à demander la divulgation par le gouvernement fédéral d'informations et de documents préalablement non publics), les deux associations ont demandé la communication des échanges entre l'EPA, de l'USDA, la Maison Blanche, les entreprises productrices de pesticides, les groupes agricoles et les législateurs depuis le début de l'Administration Trump. Cette requête suit la publication en début d'année de 7500 pages d'emails témoignant du lien étroit de M. Pruitt avec les industries des énergies et des carburants fossiles lorsqu'il était procureur général de l'Oklahoma.

Les associations cherchent ainsi à « déterminer la mesure dans laquelle les entreprises productrices, groupes professionnels et autres acteurs concernés

par les enjeux de cette décision ont pris contact avec Mr. Pruitt et l'EPA avant cette décision. »

## POLITIQUES SANITAIRES

### **Un virus OGM utilisé comme agent de biocontrôle**

L'USDA a publié lundi 10 avril, au *Federal Register*, une notice informant le public du lancement d'une évaluation de l'impact environnemental de la dissémination d'un virus OGM, utilisé comme agent de biocontrôle dans le cadre de la lutte contre la maladie du verdissement des agrumes. Cette maladie ravage depuis 2005 les vergers de la Floride, impliquant une diminution drastique de la production d'agrumes dans l'Etat. Ainsi par exemple, la récolte d'oranges est passée d'environ 7 millions de tonnes en 2007-2008 à 2,7 millions de tonnes pour la campagne 2016-2017. Il n'existait aucun traitement ayant prouvé son efficacité contre la maladie.

Une pépinière de Floride a ainsi déposé auprès de l'USDA une demande de permis pour la commercialisation du virus génétiquement modifié, *Citrus tristeza virus (CTV)*, exprimant certaines protéines « défensine » de l'épinard, peptide antimicrobien permettant de lutter contre la maladie du verdissement des agrumes. Le virus CTV faisait déjà l'objet d'essais 'confinés', bien qu'en plein champ, depuis 2010. L'USDA – APHIS (animal and plant health inspection service) indique avoir supervisé de façon importante ces essais et n'avoir détecté aucun impact négatif sur l'environnement, y compris sur les espèces protégées. Par ailleurs, l'Agence précise que plusieurs essais en plein champ sur l'efficacité de l'expression des protéines « défensine » de l'épinard dans le CTV ont été lancés en Floride, ou vont l'être prochainement. L'étape à valider par l'USDA est à présent la commercialisation du CTV comme agent biologique de lutte contre la maladie du verdissement des agrumes. Le CTV est appliqué sur les citronniers par greffage et non par aspersion.

Dans ce contexte, l'USDA va lancer une étude de l'impact environnemental de l'agent. L'USDA a d'ores et déjà déterminé que la commercialisation du CTV n'implique pas la dissémination de plants d'agrumes génétiquement modifiés, et n'aura pas

d'impact sur la génétique des plants d'agrumes traités. L'étude d'impact environnemental permettra à l'USDA d'évaluer les impacts globaux et cumulés sur l'environnements de l'agent, y compris les impacts potentiels sur l'environnement humain et les alternatives éventuellement disponibles.

L'USDA ne fixe aucune date limite de commentaires. Mais Il faut compter généralement deux ans pour la réalisation de ce type d'étude. Si le résultat est favorable, le pétitionnaire pourra commercialiser son produit auprès des producteurs d'agrumes.

### **Les consommateurs regrettent le manque de contact avec le service en charge de la sécurité sanitaire des aliments de l'USDA**

Les représentants des consommateurs ont fait part de leur inquiétude concernant l'absence de contact, depuis l'élection de Donald Trump en novembre, avec l'agence fédérale en charge de la sécurité sanitaire des aliments à l'USDA, le Food Safety and Inspection Service (FSIS).

En effet, jusqu'alors, une réunion mensuelle se tenait tous les mois entre la Safe Food Coalition, regroupement de sept associations de consommateurs les plus importantes, et le FSIS. Bien qu'aucune réunion habituellement régulière avec les fédérations industrielles ait été organisée, au moins sept rencontres avec des groupes industriels se sont tenues entre novembre et mars. Par ailleurs, pendant la période de transition lorsque le secrétaire à l'Agriculture Tom Vilsack était encore en poste et après l'inauguration de M. Trump, le FSIS a continué de recevoir les groupes de lobby, syndicats des filières bovines et volaille ainsi que les groupes industriels comme Kraft Heinz.

Le FSIS a expliqué ne pas tenir de réunions régulières dans l'attente de la nomination du Secrétaire à l'agriculture, Sonny Perdue.

Les représentants des consommateurs craignent ainsi que la nouvelle Administration privilégie effectivement les rencontres avec les entreprises privées, aux dépens des consommateurs. « La



sécurité sanitaire pâtit du fait que les groupes qui défendent les droits des consommateurs n'aient plus de contacts avec cette agence depuis cinq mois, » a dit Thomas Gremillion, directeur de la sécurité sanitaire pour la Fédération des Consommateurs d'Amérique et organisateur principal de la Safe Food Coalition.

### **Surveillance des toxi-infections alimentaires aux USA en 2016 : Salmonella et Campylobacter restent les germes de loin les plus incriminés**

Le Center for Disease Control (CDC) vient de publier les premiers résultats pour l'année 2016 fournis par le réseau FoodNet, qui enregistre les toxi-infections liées à *Campylobacter*, *Cryptosporidium*, *Cyclospora*, *Listeria*, *Salmonella*, *Escherichia coli* à shigatoxine (STEC), *Shigella*, *Vibrio* et *Yersinia*, ainsi que les cas pour l'année 2015 de syndrome hémolytique et urémique. Dix zones sont surveillées par Foodnet (Etats du Connecticut, de Géorgie, du Maryland, du Minnesota, du Nouveau Mexique, de l'Oregon et du Tennessee ainsi que certains comtés de Californie, du Colorado et de New York), ce qui représente une population totale de 49 millions de personnes, soit 15 % de la population totale du pays. L'échantillon est considéré représentatif de la population générale américaine par le CDC.

Ainsi en 2016, 24 029 malades, 5512 hospitalisations et 98 décès liés à des infections alimentaires confirmées ou dont les germes ont été identifiés suite à culture, ont été déclarés auprès de FoodNet. Ces infections étaient liées principalement à *Campylobacter* (8547 déclarations), suivies par *Salmonella* (8172), *Shigella* (2913), STEC (1845), *Cryptosporidium* (1816), *Yersinia* (302), *Vibrio* (252), *Listeria* (127), et *Cyclospora* (55). De même l'incidence calculée pour 100 000 individus était largement plus élevée pour *Campylobacter* et *Salmonella*.

Pour *Salmonella*, sur 87 % des cas déclarés ayant pu faire l'objet de l'identification du sérotype, *S. enteritidis* a été mise en évidence dans 17 % des cas, *S. Newport* dans 11% des cas et *S. Typhimurium* dans 9 % des cas, avec une réduction importante de l'incidence de ce dernier sérotype en 2016 par rapport à la période 2013-2015 (moins 18 %).

FoodNet a également identifié pour 2015 62 cas de syndrome urémique hémolytique (0,56/100000 chez les enfants de moins de 18 ans et 1,15 /100000 chez les enfants de moins de 5 ans), incidence peu évolutive par rapport à la période 2012-2014.

### **L'USDA envisage de moderniser son système d'inspection de l'abattage des porcs**

L'USDA Food Safety and Inspection Service (FSIS - service d'inspection et de la sécurité sanitaire des aliments) prévoit en effet d'avancer sur cette voie, qui n'avait pu aboutir sous l'Administration Obama, de manière similaire à ce qui avait été mis en place en 2013 pour les volailles. Ce nouveau système déléguerait aux employés des abattoirs certaines tâches d'inspection des carcasses sur la chaîne actuellement réalisées par les inspecteurs du FSIS ; il reviendrait aux employés des établissements de réaliser un premier tri des carcasses, laissant ainsi plus de temps aux inspecteurs du FSIS pour effectuer d'autres tâches d'inspection hors de la chaîne d'abattage permettant notamment de réduire le risque bactériologique lié à *Campylobacter* et *Salmonella*. Le FSIS propose également d'augmenter la cadence des chaînes d'abattage. Des essais pilotes existent déjà dans cinq abattoirs porcins américains depuis une vingtaine d'années.

Si les professionnels du secteur se réjouissent de cette perspective, elle suscite de vives critiques de la part des groupes de consommateurs d'une part, et des personnels d'inspection d'autre part. Ces inquiétudes ont d'ailleurs été relayées à l'automne 2016 par 60 membres de la Chambre des représentants qui demandaient au Secrétaire à l'agriculture, Tom Vilsack, de retarder la mise en place du nouveau dispositif dans les abattoirs porcins pour des raisons de santé publique (données insuffisantes sur la réduction de la prévalence de *Salmonella* et *Campylobacter* sur les carcasses dans les abattoirs pilotes, réduction des inspecteurs sur la chaîne), de bien-être animal et de protection des inspecteurs (cadences des chaînes trop élevées pour assurer la sécurité des personnels).

D'après le FSIS, les analyses bactériologiques menées en 2016 dans les abattoirs pilotes n'ont pas mis en évidence de problème spécifique.



## LES BREVES

**Du poulet sans antibiotique servis dans les écoles de Los Angeles.** Lorsque le district scolaire de Los Angeles avait annoncé sa volonté de servir du poulet sans antibiotiques, les relations avec leurs fournisseurs s'étaient fortement dégradées. Un an plus tard, du poulet sans antibiotique est servi dans les cantines des écoles publiques de la deuxième ville la plus peuplée des Etats-Unis.

**Acquisition annoncée par Danone de Whitewave, leader mondial du bio dans le secteur des "laits" et produits frais d'origine végétale (lait d'amandes, marque « silk »).** D'un montant de 12,5 Mds \$, il s'agirait de la plus grosse acquisition de Danone depuis 10 ans. L'entreprise française estime que son activité nord-américaine devrait doubler pour atteindre plus de 6 Mds \$ de chiffres d'affaires, ce qui ferait d'elle la première entreprise du secteur des produits laitiers réfrigérés et assimilés (hors fromage) de cette zone géographique.

**Un accord de coopération sur le vin ratifié.** Les équipes de l'US Trade Representative ont annoncé le 19 avril la ratification d'un accord de coopération technique avec l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Chili, la Géorgie et la Nouvelle Zélande afin d'encourager le commerce et lutter contre les contrefaçons.

**La National Farmers Union (NFU), syndicat agricole minoritaire américain, a exhorté le Président Trump à maintenir les Etats-Unis dans les accords sur le changement climatique de Paris.** « Les agriculteurs sont en première ligne du changement climatique et sont soumis aux perturbations coûteuses depuis déjà quelque temps » a écrit le président de la NFU. Le Président Trump devrait prendre une décision à ce propos au mois de mai.

**Equivalence des systèmes de sécurité sanitaire étasunien et australien.** La FDA (Food and Drug Administration) a annoncé le 19 avril reconnaître comme comparable au sien le système de sécurité sanitaire des aliments de l'Australie. L'Australie devient ainsi le 3<sup>ème</sup> pays, après la Nouvelle Zélande en 2012 et le Canada en 2016, à obtenir cette reconnaissance.

**Twitter : 1 million de « followers » de l'USDA-FSIS.** Le compte Twitter de l'agence fédérale qui gère la sécurité sanitaire des aliments à l'USDA, le Food Safety and Inspection Service, a dépassé le million de « followers ». Ce compte s'inscrit dans la stratégie du service de sensibiliser les consommateurs sur les bonnes pratiques pour assurer la sécurité sanitaire des viandes et ovoproduits.



### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des Etats-Unis.

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.

### Editeur :

Service Economique Régional des Etats-Unis  
Ambassade de France aux Etats-Unis  
4101 Reservoir Road, Washington, DC 20007  
[www.frenchtreasuryintheus.org](http://www.frenchtreasuryintheus.org)

### Directeur de la publication : Sylvain Maestracci

Revu par : Sylvain Maestracci / Catherine Rogy